

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 25 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARP OUEST

ZA de Haute Lande
22380 ST CAST LE GUILDON

Code AIOT : 0005500411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement SARP OUEST implanté ZA de Haute Lande 22380 ST CAST LE GUILDON. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans l'objectif de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 septembre 2021 et de faire le point sur la surveillance des eaux souterraines compte-tenu que le site ne dispose que d'un seul piézomètre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- ZA de Haute Lande 22380 ST CAST LE GUILDON
- Code AIOT : 0005500411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST est spécialisée dans la collecte des huiles usagées, l'assainissement et la maintenance industrielle et la gestion des déchets dangereux. Elle exploite un site de transit et groupement de déchets dangereux sur la commune de ST-CAST-LE-GUILDON.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 24/09/2021
- Surveillance des eaux souterraines
- Contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets aqueux du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point a également été refait concernant le fil de mise à la terre entre le bâtiment et les cuves de stockage (observation n°2021-03 de l'inspection du 01/06/2021).

L'exploitant pense que c'est le bâtiment (structure métallique) qui est relié sur le réseau de mise à la terre des cuves.

L'inspection a demandé à l'exploitant de faire le point avec le technicien lors du prochain contrôle des installations électriques. Il transmettra les conclusions à l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection des piézomètres - Cimentation	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
4	Protection des piézomètres - Fermeture	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
5	Qualité des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
6	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
7	Identification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 3° et 65 III	/	Sans objet
11	Caractéristiques des rejets résiduels	Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-6	/	Sans objet
12	Caractéristiques des rejets dans le réseau EP	Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse du risque foudre et application des recommandations	AP de Mise en Demeure du 24/09/2021, article 2	/	Sans objet
2	Rapport de base IED : dépollution de l'ancien local de stockage	AP de Mise en Demeure du 24/09/2021, article 3	/	Sans objet
8	Entretien des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Sans objet
9	Etude hydrogéologique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2° et 65 III	/	Sans objet
10	Nombres d'ouvrage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2° et 65 III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux permettant le retour à la conformité de son installation. Il peut être proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 24/09/2021.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, le piézomètre existant ne permet pas à lui seul une surveillance correcte du milieu. Compte-tenu des enjeux et des installations présentes sur le site, une surveillance conforme à la réglementation est nécessaire. C'est pourquoi, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à M. le Préfet pour encadrer la mise en place d'un réseau piézométrique complet sur le site et la surveillance des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du risque foudre et application des recommandations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/09/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'ARF et travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SARP OUEST procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de l'installation des dispositifs de protection et des mesures de préventions contre le risque foudre ainsi que le respect des fréquences de vérification de ces équipements, conformément aux articles 20 et 21 de la section III de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 : « Article 20 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. [...] ; Article 21 : [...] une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. [...] » L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en réalisant : <ul style="list-style-type: none">• la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique ;• les travaux et les mesures indiqués dans son étude technique ;• les vérifications réglementaires ;• la mise en place d'un dispositif d'enregistrement des agressions de la foudre ; Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs.
Constats : Par courrier du 08/10/2021, l'exploitant a transmis la nouvelle analyse du risque foudre (ARF) du site réalisée le 05/10/2021. Celle-ci conclut qu'il n'y a pas de risque suffisant nécessitant une protection contre la foudre. Par conséquent, une étude technique n'est pas nécessaire. Aussi, l'article 21 ne s'applique plus au site. L'art. 2.1.7° de l'AP du 20/02/2007 imposant une protection contre la foudre de l'ensemble de l'établissement ainsi qu'un compteur de coups de foudre n'est également plus adapté à la situation actuelle du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rapport de base IED : dépollution de l'ancien local de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/09/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution de l'ancien local de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société SARP OUEST procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de son engagement pris par courrier du 13/09/2016 et conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/12/2016, de dépolluer son local de stockage identifiée dans son rapport de base IED en réalisant l'excavation des terres souillées, des analyses puis le remblaiement de la zone :</p> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en procédant à la dépollution des terres polluées identifiées dans son rapport de base IED et situées dans son local de stockage, conformément à son engagement pris par courrier du 13/09/2016 et conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/12/2016.</p> <p>En cas d'excavation des terres polluées, l'exploitant devra procéder à la réalisation de prélèvements en fond et flan de fouille pour s'assurer de la dépollution totale de la zone. Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs.</p>
<p>Constats : Par courrier du 28/03/2022, l'exploitant a transmis le BDS des terres excavées, les résultats d'analyses de sols (fond et flancs) ainsi que les photos des travaux. Les concentrations résiduelles analysées sont tout à fait acceptables.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté l'excavation des terres. L'exploitant a indiqué qu'il attendait la visite de l'inspection avant de remblayer le local. Celui-ci n'ayant pas d'intérêt particulier de part sa localisation excentrée et peu accessible, il ne sera plus utilisé. Il sera donc remblayé avec de la terre et le sol sera stabilisé avec des graviers uniquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des piézomètres -Cimentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La tête des forages est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p>
<p>Constats : Une cimentation de plus de 5 cm est présente sur le piézomètre. Le massif de ciment ne présente pas de fissure apparente.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des caractéristiques du piézomètre.</p> <p>Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra vérifier que ces dispositions constructives sont conformes aux exigences réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection des piézomètres - Fermeture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Un capot métallique est installé sur la tête du forage et dispose d'un dispositif approprié de fermeture. Le capot était fermé à clé lors de la visite et l'est par défaut. Le piézomètre est installé en contrebas du site, juste en aval du séparateur-déshuileur. Bien qu'éloigné de la zone de déchargement et de stockage, il n'est pas parfaitement isolé d'un risque de pollution par les eaux superficielles provenant du site. De plus, le capot de fermeture est fixé directement sur la dalle de cimentation sans disposer d'un joint permettant un parfait isolement du forage vis-à-vis d'une inondation ou d'une pollution par les eaux superficielles. Le tube interne dépasse seulement d'environ 10-15 cm de la dalle. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualité des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel.
Constats : Le piézomètre dispose d'une margelle plate (absence de pente vers l'extérieur) de 30-50 cm de côté. Il n'y a pas de barrière de protection mais celui-ci étant installé en dehors des zones de circulation et étant signalé par un panneau, il n'y a pas de risque d'endommagement. La tête de l'ouvrage s'élève à moins de 50 cm au-dessus du terrain naturel. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Identification des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Repérage des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.
Constats : Le piézomètre ne dispose pas d'identification. L'exploitant n'a pas connaissance d'une éventuelle déclaration IOTA pour son piézomètre. Il a été rappelé à l'exploitant que chaque piézomètre doit être identifié par un numéro, localisé sur le plan de masse du site, nivelé par rapport au nivellement général français (NGF) en utilisant un point de référence précis qui sert de repère lors des mesures piézométriques. La précision est centimétrique. L'endroit où est relevé la cote doit être matérialisé de façon pérenne. Le numéro d'identification du piézomètre doit être peint sur le tube. Une plaque métallique gravée peut également être fixée au tube, conformément à la norme NF X31-614 de décembre 2017. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 3° et 65 III
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. [...] 3° [...] Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées. L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. [...]
III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.
Constats : Le piézomètre n'a pas été nivelé par un géomètre. Il ne dispose pas de repère de nivellement clairement identifié sur la tête de l'ouvrage. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les forages utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
Constats : Le piézomètre est facilement accessible. Les abords étaient propres et débroussaillés lors de la visite. La cimentation était en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etude hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2° et 65 III
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. [...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. [...] III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une étude hydrogéologique était référencée dans plusieurs documents de la société mais il n'a pas été en capacité de retrouver le document. L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'un forage peut être inapte à sa mission de contrôle ou de suivi s'il est mal implanté. Un piézomètre doit être implanté de telle sorte qu'il intercepte au mieux un éventuel panache de pollution imputable au site étudié. C'est pourquoi, la réglementation et les normes en vigueur imposent la réalisation préalable d'une étude hydrogéologique définissant un plan de surveillance de la nappe d'eau souterraine. Ce plan comprend les éléments d'implantation d'un réseau piézométrique constitué d'au moins 3 ouvrages (1 en amont et 2 en aval). Considérant que les enjeux et les installations présents sur le site sont susceptibles d'être à l'origine de pollution des eaux notamment par les hydrocarbures, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à M. le Préfet afin d'imposer la réalisation d'une étude hydrogéologique et l'installation d'un réseau piézométrique d'au moins 3 piézomètres. La conservation du piézomètre actuel dépendra des conclusions de l'étude réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Nombres d'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2° et 65 III
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. [...] 2° [...] - le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : 3 ouvrages au moins sont implantés dont 1 en amont hydraulique, les 2 autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; [...]</p> <p>III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose actuellement que d'un seul piézomètre pour réaliser la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Afin de se mettre en conformité par rapport à la réglementation et aux normes en vigueur, un arrêté préfectoral complémentaire imposant la réalisation d'une étude hydrogéologique et la mise en place d'un réseau piézométrique constitué d'au moins 3 ouvrages est proposé à M. le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Caractéristiques des rejets résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-6
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de surveillance des eaux résiduelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet des eaux résiduelles vers la station communale d'épuration (eaux de lavage extérieur des véhicules, eaux d'égouttage des sables et boues de curage, ainsi que les eaux pluviales souillées (aires de dépotage...), même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques maximales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 • T < à 30° C • MES < 600 mg/litre • DCO (NFT 90101) < 1 000 mg/l • DBO5 (NFT 90103) < 500 mg/l • Azote global < 150 mg/l • Hydrocarbures totaux (NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11423-1) < 10 mg/l • Phénols < 0,1 mg/l • OHV : Organohalogénés volatils (NF EN ISO 10301) : 1 mg/l • BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène (NF EN ISO 11423-2) : 2 mg/l • Débit journalier : 1 m³ • Les effluents ne contiendront pas de composés hydroxylés ni de dérivés halogénés • Les effluents rejetés seront débarrassés de matières flottantes, déposables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement ou la bonne conservation des ouvrages ou de dégager des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables • Les effluents rejetés ne renfermeront pas de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval du point de déversement. <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Un dépassement des MES a été constaté en avril 2021. L'exploitant a indiqué que c'était dû à un rinçage important du site.</p> <p>Puis un dépassement de la DCO a été constaté en juin 2021. L'exploitant a expliqué que c'était lié à un incident avec le tracteur de manipulation des sables de curage. Un déversement a eu lieu. Malgré un nettoyage important, cela n'a pas été suffisant.</p> <p>Pas de dépassement constaté sur le premier trimestre 2022.</p> <p>Les nouvelles VLE (MES < 60 mg/l et DCO < 180 mg/l) et une fréquence mensuelle pour ces 2 paramètres seront appliqués pour les eaux résiduaires à partir du 17/08/2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il mène une réflexion sur l'amélioration du traitement de ses rejets. Un devis pour un déboureur supplémentaire a notamment été réalisé. La remise à jour du réseau est également en cours.</p> <p>L'inspection a rappelé l'importance d'appliquer correctement les consignes d'exploitation et de nettoyage du site. Une vigilance sera nécessaire en période de pic d'activité, à savoir printemps-été.</p> <p>Si des dépassements perdurent, des actions correctives devront être mises en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Caractéristiques des rejets dans le réseau EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2007, article 2.I.11-8
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de surveillance des rejets vers le réseau EP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>Tout rejet éventuel, même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques ci-après, et permettre de respecter l'objectif 1B du ruisseau récepteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO < 120 mg/l • DBO < 40 mg/l • MES < 100 mg/l • Ph compris entre 5,5 et 8,5 • Hydrocarbures < 5 mg/l • Phénols < à 0,1 mg/l • Cyanures < 0,1 mg/l • Teneur totale en métaux lourds (Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn) < 15 mg/l • Cadmium < 0,2 mg/l • Chrome hexavalent < 0,1 mg/l • Chrome trivalent < 3 mg/l
<p>Constats :</p> <p>Un dépassement des MES a été constaté en octobre 2021 (fréquence annuelle).</p> <p>L'exploitant devra être vigilant sur les prochaines campagnes. Si un nouveau dépassement a lieu, il devra mettre en place des actions correctives.</p> <p>En cas de dépassement récurrent vers le réseau d'eaux pluviales, un renforcement de la fréquence de surveillance (passage en semestrielle) pourra être proposé par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet